

LA QUESTION DU CACHEMIRE

(2^e partie)

<http://www.jaia-bharati.org/cachemire/question-kashmir2.htm>

La Seconde Guerre mondiale, un tournant décisif pour l'Inde

Les événements politiques qui vont se développer durant la Seconde Guerre mondiale seront déterminants et vont jouer en faveur de Jinnah.

Tout d'abord, en fin politique, Jinnah assure à la Couronne la fidélité de la Ligue musulmane à condition qu'aucune réforme constitutionnelle ne soit faite en Inde sans l'approbation de la Ligue – « la seule organisation », selon lui, « habilitée à parler au nom des musulmans », ce qui équivaut quasiment à un droit de veto. Et, ayant obtenu des garanties dans ce sens de la part du Vice-roi Lord Linlithgow, la Ligue musulmane apporte officiellement son soutien à la Grande-Bretagne en guerre. Soutien que les responsables du Congrès lui refusent sous le prétexte que cela cautionnerait la politique impérialiste de Londres. En ce sens, et conformément à la religion de non-violence de Gandhi, le Congrès s'oppose, contrairement à la Ligue, à toute participation de l'Inde à l'effort de guerre requis par le gouvernement britannique. Et, sentant le pouvoir colonial évanescant, afin d'affirmer sa position politique le Comité directeur du Congrès demande à tous les ministres issus de ses rangs de démissionner des assemblées provinciales.

À la stupéfaction du Vice-roi, Gandhi demande même aux Britanniques de déposer les armes et de combattre l'Allemagne nazie par la non-violence¹.

Tout ceci a pour effet de renforcer considérablement la position et le pouvoir de la Ligue musulmane sur la scène politique indienne. Une des conséquences immédiates est

¹ Voici un extrait de la lettre insensée que Gandhi écrivit à l'intention des Britanniques publiée dans le *Amrita Bazar Patrika* le 4 juillet 1940 sous le titre « Appel du Mahatma Gandhi à tous les Britanniques » : « J'appelle à la cessation des hostilités... car la guerre est mauvaise en essence. Vous voulez tuer le nazisme : vos soldats font la même œuvre de destruction que les Allemands. La seule différence, c'est que vos soldats ne sont peut-être pas aussi perfectionnistes que les soldats allemands... J'ose vous proposer une voie plus noble et plus brave, digne des soldats les plus braves. Je veux que vous combattiez le nazisme sans armes ou... avec des armes non-violentes. Je voudrais que vous déposiez les armes que vous avez car elles sont incapables de vous sauver ni de sauver l'humanité... Invitez Herr Hitler et Signor Mussolini à prendre ce qu'ils veulent des pays que vous dites vous appartenir. Qu'ils prennent possession de votre belle île et de toutes vos belles demeures. Vous leur livrez tout cela mais ni votre âme ni votre esprit... ». (*L'Inde ou la Renaissance de la Terre*, page 254).

le ralliement à celle-ci de nombreux musulmans jusque-là indécis, et en 1945 la Ligue remportera les neuf-dixièmes des sièges réservés aux musulmans lors des élections législatives destinées à renouveler les Assemblées provinciales.

Ensuite, l'attachement obstiné de Gandhi à la non-violence l'amènera à prendre une décision politique aux conséquences dramatiques pour l'Inde.

En effet, le 7 décembre 1941, le Japon attaque Pearl Harbour et entre en guerre aux côtés des Puissances de l'Axe – ce qui détermine les Américains à se joindre aux forces alliées. Et début 1942, alors que les troupes japonaises progressent vers la Birmanie et l'Inde, Netaji Subha Chandra Bose, un leader nationaliste indien de premier plan qui fut Président du Congrès, se trouve en Allemagne et, confiant dans la victoire de celle-ci contre l'ennemi commun britannique, propose d'ouvrir un front anti-britannique en Inde et d'organiser une armée, l'*Indian National Army* (INA) qui viendrait renforcer les forces nippones – ce que les services de renseignements alliés ne tardent pas à apprendre.

Ultime rempart à la progression des troupes japonaises, l'Empire des Indes est menacé d'un danger imminent. Aussi, sous la pression des Américains, le gouvernement britannique dépêche en mars 1942 une mission en Inde visant à obtenir l'appui des principaux leaders politiques indiens. Nous l'avons vu², à ce moment de l'histoire, le gouvernement britannique sait que l'indépendance de l'Inde est inévitable, aussi, Sir Stafford Cripps, qui dirige cette mission, est porteur d'une proposition par laquelle la Grande-Bretagne offre à l'Inde le statut de dominion après la guerre – comme un premier pas vers l'indépendance complète – en contrepartie de son engagement en faveur des forces alliées.

Le 31 mars, Sri Aurobindo, le grand révolutionnaire retiré à Pondichéry, dont l'aura est restée très présente auprès du peuple indien et des leaders nationalistes, envoie un message à Sir Stafford Cripps exprimant son adhésion à l'offre du gouvernement britannique³, et il dépêche un émissaire auprès du Congrès afin de convaincre celui-ci

² Voir [première partie](#).

³ Voici le texte de ce message : « En tant qu'ancien leader nationaliste qui a travaillé à l'indépendance de l'Inde, bien qu'aujourd'hui mon activité ne s'exerce plus dans le domaine politique mais dans le domaine spirituel, je désire vous exprimer ma reconnaissance pour tout ce que vous avez fait afin de rendre cette offre possible. J'accueille cette proposition comme l'occasion qui est donnée à l'Inde de déterminer par elle-même et d'organiser comme elle l'entend sa liberté et son unité, ainsi que de jouer son plein rôle parmi les nations libres du monde. J'espère qu'elle sera acceptée et que, mettant de côté toutes les discordes et les divisions, on en fera un bon emploi... J'offre mon adhésion publique au cas où cela serait d'une aide quelconque pour votre action. » Le lendemain, 1^{er} avril, Cripps répondait avec le télégramme suivant : « Je suis extrêmement touché et heureux de votre message si aimable, m'autorisant à informer l'Inde que vous, qui occupez une place unique dans l'imagination de la jeunesse indienne, êtes convaincu de ce que la

d'accepter la proposition Cripps. Sri Aurobindo envoie aussi un télégramme à C. Rajagopalachari, le futur gouverneur-général de l'Inde, dans lequel il écrit : « ...Vous conjure de sauver l'Inde. Formidable danger d'une nouvelle domination étrangère [le Japon est aux portes de l'Inde] quand l'ancienne est en train de s'éliminer d'elle-même⁴. » Mais si Nehru et quelques dirigeants du Congrès accueillent favorablement la proposition Cripps, Gandhi la trouve inacceptable, « à cause de son opposition à la guerre⁵ », et Maulana Abdul Kalam Azad, alors Président du Congrès, la désapprouve également. Très influencé par la personnalité de Gandhi, Nehru se range finalement à son avis, et le Congrès rejette la proposition Cripps qui, si elle eut été acceptée, aurait peut-être évité la partition de l'Inde et le bain de sang qu'elle entraîna, ainsi que trois guerres avec le Pakistan, et l'imbroglio du Cachemire où les civils indiens paient encore aujourd'hui le prix de leur vie.

Plus grave encore, en août 1942, alors que la guerre fait rage et que son issue est incertaine, Gandhi, voulant profiter de l'affaiblissement de l'Angleterre, lance le mouvement d'agitation nationale anti-britannique « *Quit India* » (Quittez l'Inde !) qui sonne comme une véritable déclaration de guerre. D'autre part, bravant le gouvernement colonial, Gandhi revendique le droit de négocier directement avec le pouvoir nippon dont il veut combattre les forces par des moyens non-violents. La répression des autorités britanniques est impitoyable⁶. Les principaux leaders du Congrès, dont Gandhi et Nehru, sont emprisonnés, et ils ne seront libérés qu'à la fin de la guerre.

Aussi, dans les années d'après-guerre, les Britanniques, qui tiennent à garder un contrôle, même partiel, sur le continent indien afin de préserver leurs intérêts géostratégiques, sans pour autant appuyer dans un premier temps le projet de création du Pakistan, favoriseront toutefois les revendications de la Ligue musulmane, fidèle dans l'adversité, par rapport à celles d'un Congrès hostile dont ils se méfieront. Et, comme nous le verrons, ils poursuivront cette politique après la partition en protégeant le Pakistan lors du conflit contre l'Inde relatif au Cachemire en 1947-48.

déclaration du gouvernement de Sa Majesté accorde, en grande mesure, cette liberté pour laquelle le Nationalisme indien a lutté pendant si longtemps. » (*L'Inde ou le Renaissance de la Terre*, page 261).

⁴ *Ibid.* p 262

⁵ Voici ce que répondit Gandhi à Duraiswami Iyer, le messager de Sri Aurobindo : « Il s'est retiré de la vie politique, de quoi se mêle-t-il ? ». (*L'Inde ou le Renaissance de la Terre*, page 262).

⁶ « Le 8 août 1942, écrit Alain Daniélou dans son *Histoire de l'Inde*, le Congrès vota une motion de "Quit India" et annonça un mouvement de désobéissance civile. Beaucoup d'Indiens modérés étaient, comme les Anglais, choqués de ce coup de poignard dans le dos d'une Angleterre qui se défendait vaillamment. Ce geste aussi peu chevaleresque qu'inutile était typique de la mentalité de Gandhi. Tagore, qui s'était dissocié du Congrès depuis que Gandhi en avait assumé la direction, y était très opposé. »

En 1945, la Grande-Bretagne, bien que victorieuse, sort de la guerre très affaiblie, non seulement économiquement et militairement, son prestige a aussi perdu de sa superbe après les revers subis en Asie du Sud-Est⁷. Elle n'apparaît plus comme la nation invincible qui avait établi le plus grand Empire du Monde. Aussi, elle n'est plus en mesure de contenir une éventuelle révolte du peuple indien, et ce, d'autant que militairement elle ne peut plus compter sur ses régiments de cipayes tant la popularité de l'INA de Subash Chandra Bose y est répandue⁸. En effet, pour la plupart des Indiens, les soldats de l'INA sont des héros ayant combattu pour la libération de la Mère patrie. En outre, l'Empire des Indes est économiquement ruiné par l'effort de guerre. Déjà en 1943, la grande famine du Bengale a emporté quatre millions de vies – quatre millions ! L'Angleterre n'a donc plus les moyens d'entretenir et de conserver le « joyau de la Couronne ». D'aucuns diraient qu'elle n'a plus rien à en tirer.

À ce moment crucial, et alors qu'une conférence inter-parti, tenue à Simla le 25 juin sous la présidence du Vice-roi Lord Wavell, a échoué devant l'intransigeance de Jinnah, les Travailleurs, favorables depuis plusieurs années à l'émancipation de l'Inde, remportent les élections en juillet. Le gouvernement travailliste nouvellement élu, avec à sa tête le Premier ministre Clement Attlee, décide d'accorder à l'Inde son indépendance.

La lutte pour une Inde indépendante ne va plus maintenant se jouer entre les Indiens et le colonisateur britannique, mais entre hindous et musulmans représentés réciproquement par le Congrès et la Ligue musulmane qui sont devenus les deux partis dominant la scène politique indienne.

« Direct Action » : le rêve d'une Inde unie se brise

Afin de justifier la nécessité d'un État séparé pour les musulmans auprès du gouvernement britannique, Jinnah prend pour preuve les émeutes qui se développent

⁷ Notamment à Singapour et en Birmanie. Dans le Pacifique, les Japonais infligèrent aussi de lourdes pertes à la flotte britannique entamant sa suprématie sur les mers.

⁸ À tel point que, lorsque Lord Attlee se rendit au Bengale en 1956 il répondit au Gouverneur de la province P. B. Shakrawarti, qui l'interrogeait sur les raisons du départ précipités des Britanniques, « que le facteur déterminant en avait été "l'action de Netaji Subha Shandra Bose, qui avait fragilisé les fondations mêmes de la loyauté envers la Couronne des forces terrestres et navales indiennes" ». Étonné P. B. Shakrawarti demanda à Attlee si le mouvement « Quit India » lancé par Gandhi n'y avait pas contribué. Ce à quoi Attlee répondit que ce mouvement s'était éteint bien avant 1947, et lorsque P. B. Shakrawarti lui demanda quelle avait été l'influence de l'action de Gandhi sur cette décision, Attlee eut un sourire de dédain et il proféra lentement, en appuyant sur chaque syllabe « Mi – ni – male ». (*History of the Freedom Movement in India*, R.C. Majumdar).

dans tout le pays entre hindous et musulmans que les manœuvres politiques fomentées par les Britanniques et la Ligue musulmane ont dressés les uns contre les autres.

Si les tensions entre les deux communautés ne sont pas le fait du colonisateur britannique – elles sont attestées bien avant son arrivée au pouvoir, surtout à partir du XVII^e siècle – celui-ci va les exploiter politiquement et les exacerber. Les changements institutionnels introduits par les Anglais, notamment l'adoption d'un électorat séparé pour les musulmans instauré par les réformes dites de « Morley-Minto » en 1909, favoriseront largement la polarisation politique autour des facteurs religieux⁹. Jinnah en fera de même pour justifier sa dérive pan-islamique et la revendication du Pakistan.

Malheureusement, l'outrecuidance de Jawaharlal Nehru et l'intransigeance de Gandhi, obstinément attaché à la non-violence comme nous l'avons vu, et son attitude pro-musulmane face à une Ligue musulmane déterminée à faire aboutir son projet de partition, par la force si besoin est, contribueront grandement à l'échec de la mise en place d'un gouvernement intérimaire et d'une constitution pour une Inde libre satisfaisant les deux parties¹⁰ – ce qui aurait évité la partition du pays.

Le 5 janvier 1946, une délégation de parlementaires britanniques, chargée de faire le point sur la situation, arrive en Inde où elle rencontre les principaux dirigeants politiques dont Jinnah. Celui-ci, fidèle à la théorie des deux nations, est défavorable à la participation des musulmans dans un gouvernement d'union nationale, et, fort de sa position acquise durant la guerre, il plaide pour la création du Pakistan. Jinnah assure aux représentants de Sa Majesté que le Pakistan restera au sein de l'empire, qui plus est, avec à sa tête un Gouverneur général britannique. Position qu'il réitère auprès de la commission envoyée par le gouvernement Attlee en mars 1946. Cette commission a pour objectif de définir les différentes étapes du transfert de pouvoir aux mains d'un gouvernement indigène

⁹ Réformes du nom du Secrétaire d'état pour l'Inde Lord Morley et du Vice-roi des Indes Lord Minto. Dans son éditorial du 30 août 1909 pour le journal *Karmayogin*, Sri Aurobindo écrivait prophétiquement : « Lord Morley a entrepris de séparer les hindous des musulmans dans le domaine politique. [...] À cet égard, Lord Morley ne cache pas son jeu ; il a adopté ouvertement ce principe, "diviser pour régner", et engendré une inimitié permanente entre hindous et musulmans. [...] Que ceux qui adhéreront à ces réformes sachent qu'ils se feront complices de la division pratiquée par Morley. Ils seront responsables des conflits entre communautés et feront obstacle à l'unité et à l'intégrité de l'Inde. » (*Vers l'Indépendance*, page 103). Malheureusement les modérés du Congrès suivront leur leader Gokhale et accepteront ces réformes.

¹⁰ Voici quelques remarques de Sri Aurobindo relatives à l'hypothétique unité recherchée par le Congrès avec les fondamentalistes de la Ligue musulmane : « Au lieu de faire ce qu'il fallait, le Congrès essaie de flirter avec Jinnah et Jinnah, lui, pense simplement qu'il n'a qu'à insister obstinément sur ses conditions pour les obtenir. Plus ils essaient, plus Jinnah devient intransigeant. » – 3 décembre 1939 (*L'Inde et la Renaissance de la Terre*, page 246).

« [...] (Question) : *Comme notre conscience nationale est plus développée, il y aurait davantage de chances que nous nous unissions si les Britanniques ne soutenaient pas Jinnah et ses revendications musulmanes.* (Réponse de Sri Aurobindo) : Est-ce que Jinnah veut l'unité ?... Ce qu'il veut, c'est l'indépendance pour les musulmans et, si possible, dominer l'Inde. C'est le vieil esprit... » – 7 octobre 1940. (*L'Inde et la Renaissance de la Terre*, page 255).

intérimaire et d'élaborer la Constitution de l'Inde libre avec les représentants du Congrès et de la Ligue musulmane.

Le Congrès, quant à lui, va s'opposer en vain à cette vivisection de l'Inde sur une base religieuse. Gandhi dénonce la théorie des deux nations défendue par Jinnah – les musulmans étant principalement des Indiens convertis, et pour éviter la partition, il suggère à la commission de proposer à Jinnah de former le gouvernement intérimaire, dans l'espoir que ce dernier acceptera la création d'un gouvernement d'union nationale. Car, une des motivations principales au refus de Jinnah à participer à un tel gouvernement est qu'au regard du poids politique des musulmans en Inde, les ministres musulmans y seront forcément minoritaires et le Premier ministre sera issu des rangs du Congrès. Mais Jinnah rejette l'offre de Gandhi. Intransigeant, il brandit la menace de la partition afin d'obtenir de nouvelles concessions de la part du Congrès et des Britanniques¹¹. En fait, Jinnah aurait peut-être consenti à conserver une Inde indivise mais à la seule condition qu'hindous et musulmans soient représentés à égalité dans le Gouvernement central – alors que les hindous sont presque trois fois plus nombreux –, et que les provinces jouissent d'une large autonomie pour laisser aux musulmans une grande marge de manœuvre là où ils se trouvent en majorité. Les dirigeants du Congrès souhaitaient, au contraire, un Gouvernement central fort, indispensable à leurs yeux à la cohésion de la nation.

Toutefois, début juillet 1946, après d'âpres négociations, un accord fragile est obtenu sous la pression des Britanniques. Mais, à la stupéfaction générale, Jawaharlal Nehru, qui vient de prendre ses fonctions de Président du Congrès, fait une déclaration remettant en cause cet accord lors de la conférence de presse qu'il donne suite à son élection. Il laisse entendre que le Congrès se réserve le droit d'en modifier le contenu s'il le juge nécessaire pour l'intérêt du pays.

Pour Jinnah il s'agit là d'un véritable casus belli. La déclaration unilatérale de Nehru est pour lui la preuve flagrante qu'aucune entente ne pourra jamais être trouvée avec le Congrès et que les musulmans ne peuvent lui accorder aucune confiance. Malgré le

¹¹ Voici un extrait de la réponse que Jinnah apporta à la commission : « Les musulmans ont une conception de la vie différente de celle des hindous. Ils admirent des qualités différentes chez leurs héros, ils ont une culture différente aux origines arabes et perses et non sanscrites. Leurs habitudes sociales sont elles aussi entièrement différentes. La société hindoue et sa philosophie sont les plus exclusives du monde. Musulmans et hindous ont vécu côte à côte en Inde pendant des siècles mais si l'on se rend dans n'importe quelle ville indienne, on y verra des quartiers différents pour les hindous et les musulmans. Il n'est pas possible de bâtir une nation sans qu'il y ait des facteurs essentiels d'unité.

Comment le gouvernement de votre Majesté pourra-t-il faire cohabiter 100 millions de musulmans avec 250 millions d'hindous alors que leurs manières de vivre sont si différentes ? » (*History of the Freedom Movement in India*, R. C. Majumdar).

désaveu des propos de Nehru par le Congrès et les pressions du gouvernement britannique, Jinnah dénonce l'accord et refuse désormais tout compromis politique avec le Congrès, ruinant ainsi l'espoir de création d'un gouvernement d'unité nationale, et par-là, d'une entente entre hindous et musulmans.

Le rêve d'une Inde libre et unifiée vient de se briser définitivement.

Jinnah et les dirigeants de la Ligue musulmane sont maintenant farouchement déterminés à obtenir la création du Pakistan et ils feront tout à l'avenir pour bloquer les négociations. Jinnah déclarera : « L'Inde sera divisée ou détruite. »

Et le 27 juillet 1946 à Bombay, les leaders de la Ligue musulmane décident d'un programme baptisé « *Direct Action* » (Action directe) pour obtenir la création du Pakistan. Ils demandent aux musulmans indiens d'être prêts à tous les sacrifices et autorisent le Comité directeur de la Ligue à préparer ce programme afin d'organiser la « nation musulmane » indienne pour le combat imminent qui sera mené selon les méthodes qu'il jugera nécessaires.

Le Comité directeur décide que le 16 août 1946 sera déclaré « Journée d'action directe ». « Ce jour, déclare Jinnah, nous disons adieu aux méthodes constitutionnelles. »

De fait, ce 16 août, au cours d'immenses manifestations musulmanes qui ont lieu dans toute l'Inde, Jinnah lance ses milices contre la communauté hindoue du Bengale, et particulièrement celle de Calcutta, avec la complicité du ministre en charge de cette province, H. S. Suhrawardy, leader de la Ligue musulmane. Pendant trois jours, les musulmans massacrent les hindous, enlèvent et violent leurs femmes, pillent leurs biens et brûlent leurs maisons sans que les autorités n'interviennent. Curieusement, le gouverneur britannique de la province ainsi que le gouvernement central ne prennent aucune mesure alors que des rapports alarmants leur parviennent faisant état de ces atrocités. La police et l'armée n'interviendront que lorsque les hindous, ayant réussi à s'organiser, répliqueront à leur tour. Le calme ne sera rétabli qu'après une semaine d'affrontements sanglants.

Pour la seule ville de Calcutta, près de 6 000 personnes trouvent la mort et 20 000 autres sont blessées ou violées au cours de ces violences qui affectent principalement la communauté hindoue, et 100 000 se retrouvent sans abri.

Dans les semaines qui suivent les événements de Calcutta, la nouvelle se répand dans tout le pays et des affrontements intercommunautaires se développent dans d'autres villes.

Comme l'ont voulu Jinnah et les responsables de la ligue musulmans, la « preuve » est ainsi faite qu'hindous et musulmans ne peuvent vivre ensemble.

Vers l'Indépendance et la partition

Le 20 février 1947, Clement Attlee prononce un discours à la Chambre des communes qui scelle le destin de l'Inde. Après les échecs diplomatiques et devant la crainte d'une explosion généralisée de violence, désireux d'accorder à l'Inde son indépendance rapidement, il fixe la date de juin 1948 comme limite au transfert des pouvoirs. Le Vicomte Lord Mountbatten est nommé Vice-roi des Indes en succession de Lord Wavell qui s'opposait à toute démarche hâtive qu'impliquerait nécessairement une date butoir.

La Ligue musulmane lance alors une série de « *Direct Action* » afin d'imposer sa férule dans toutes les provinces qu'elle convoite pour le Pakistan. Au Punjab, ces violences provoquent la démission d'un gouvernement d'union composé de musulmans, d'hindous et de sikhs conduit par Malik Khiza Hyat Khan. Ce qui amène les dirigeants du mouvement sikh Akali¹² à appeler les hindous et les sikhs à s'unir pour éradiquer la Ligue musulmane du Punjab. Des affrontements violents et des massacres abominables s'ensuivent dans tout le Punjab et se propagent dans les provinces du Nord-Ouest où plus de 2 000 personnes trouvent la mort et des milliers d'autres sont blessées.

Dans l'intention de faire cesser les violences et d'apaiser les esprits, le Comité directeur du Congrès passe une résolution proposant la partition du Punjab et du Bengale sur une base religieuse. Ainsi, cédant au chantage par la violence de la Ligue musulmane, le Congrès avalise implicitement la partition de l'Inde.

Dès son arrivée en Inde, Lord Mountbatten consulte Gandhi qui, à la stupéfaction générale, lui fait la proposition invraisemblable suivante : pour contrecarrer les projets de partition, il suggère que Jinnah forme son propre gouvernement, fût-il composé entièrement de ministres musulmans. Inutile de dire que le Congrès, malgré sa vénération pour Gandhi, rejette cette proposition catégoriquement. Ce désaveu cinglant va provoquer

¹² Avant de devenir un parti politique, l'Akali Dal était une organisation paramilitaire chargée de protéger les Sikhs de la répression du pouvoir colonisateur. Elle fut fondée en 1920, après les massacres perpétrés par les Britanniques au Punjab pour mater une grève générale lancée par Gandhi, notamment celui d'Amristar le 13 avril 1919 où près de 400 civils trouvèrent la mort et plus de 2 000 furent blessés.

le retrait de la vie politique de Gandhi qui ne participera donc plus directement aux négociations aux côtés du Comité directeur du Congrès.

Au regard de la situation explosive et des antagonismes politiques et religieux prévalant en Inde, Lord Mountbatten – au pragmatisme très anglais – pressé par un agenda serré, arrive à la conclusion que la partition de l'Empire des Indes, revendiquée par Jinnah, est la seule solution permettant un désengagement rapide des Britanniques. Il va donc user de ses talents de diplomate et de son pouvoir de Vice-roi pour convaincre les responsables du Congrès du caractère inéluctable de celle-ci¹³.

Un à un, lassés par des mois de négociations stériles et assurés d'emprisonnement en cas d'opposition aux autorités britanniques, les dirigeants du Congrès vont se rallier au projet de partition.

Le premier d'entre eux est Sardar Vallabhbhai Patel, pourtant un fervent nationaliste, mais qui, à ce stade des négociations, est persuadé qu'aucune entente n'est maintenant possible avec les leaders de la Ligue musulmane aux méthodes devenues anticonstitutionnelles. Patel est aussi persuadé, comme la majorité des responsables du Congrès, que la partition sera brève et que les provinces sécessionnistes reviendront dans le giron de l'Union indienne.

Probablement influencé par Patel, mais aussi par le charme de Lord et Lady Mountbatten, Nehru cède à son tour¹⁴. Et dans son sillage la plupart des dirigeants du Congrès – à l'exception notoire du leader musulman Maulana Abdul Kalam Azad.

De l'aveu même de Nehru et Maulana Abdul Kalam Azad, seul Gandhi, bien qu'officiellement retiré de la vie politique, aurait pu infléchir la décision du Congrès. S'il leur en avait donné l'ordre, les responsables du Congrès se seraient opposés à la partition. Mais Gandhi n'en fit rien. Lui qui par le passé s'était engagé dans des actions

¹³ Voici ce qu'écrivait l'historien Guy Deleury à ce sujet : « En 1947, l'Angleterre avait fait ses comptes. Son économie exténuée par la guerre nazie ne lui permettait plus aucune fantaisie, fût-ce au nom de l'orgueil impérial. L'Inde avait été conquise et occupée pour les profits énormes que l'industrie métropolitaine pouvait en tirer. Elle était maintenant ruinée et aux prises avec un chaos économique et politique qui ne pouvait qu'empirer. Il fallait donc liquider au plus vite cette mauvaise affaire : Lord Mountbatten en fut chargé. Contrairement à l'image aberrante que Lapierre et Collins ont dessinée de lui... peu d'hommes ont joué dans l'histoire un rôle aussi néfaste et avec tant de grâce. Intoxiqué par la cautèle de Mohammed Ali Jinnah qui se présenta à lui comme le porte-parole de tous les musulmans de l'Inde, Mountbatten réussit à persuader les leaders du Congrès et Nehru lui-même à la "vivisection" de leur pays en deux Indes, l'une indienne, l'autre musulmane, pour prix d'une rapide indépendance... [Ainsi] le descendant de la reine Victoria ajouta aux nombreux millions de victimes que la domination anglaise avait coûtés à l'Inde, un nouveau million de cadavres comme prix de son départ. » *Le Modèle indou*, page 242, Guy Deleury, (Hachette, 1978), cité par François Gautier dans *Un Autre Regard sur l'Inde*, page 115.

¹⁴ Certains historiens avancent même que Lady Mountbatten était la maîtresse de Nehru. Lord Mountbatten tout à fait conscient de cette relation l'aurait utilisée à ses fins politiques et carriéristes.

politiques dont la pertinence n'était pas toujours de mise, voire même contraire aux intérêts de l'Inde – comme dans le cas de son action en faveur du Khalifat¹⁵ –, allant parfois jusqu'à poursuivre des grèves de la faim pour faire aboutir ses revendications politiques, ne s'opposa pas à la partition, pourtant cruciale pour l'Inde. Au contraire, ses déclarations sur le sujet sont très ambiguës. Déjà en 1942, Gandhi écrivait dans le *Harijan* que si la grande majorité des musulmans demandait la partition il fallait la leur accorder, et en 1944 il mena des négociations secrètes avec Jinnah sur la base de la partition. De même, Gandhi approuva une résolution du Congrès en 1945, affirmant qu'il était impensable de contraindre les populations de quelque région que ce soit à rester dans l'Union indienne contre leur volonté. Rappelons aussi qu'en mars 1947, le Comité directeur du Congrès, dont il était membre, suggéra la partition du Punjab et du Bengale sur une base religieuse afin d'y ramener la paix civile.

La partition semblait entendue.

Mais, à aucun moment au cours des différentes négociations les dirigeants du Congrès n'évoquèrent la situation des minorités religieuses, hindoues ou sikhes, qui allaient se retrouver en territoire pakistanais après la partition. Puisque, comme l'affirmait Jinnah, les musulmans ne pouvaient vivre en paix avec celles-ci, comme en témoignaient les affrontements qui ensanglantaient tout le pays, qu'allait-il advenir de ces minorités ? Le Congrès pensait-il que du fait que des musulmans resteraient dans l'Union indienne – cibles potentielles de représailles – cela suffirait à garantir la sécurité des hindous et sikhs au Pakistan ? Terrible calcul ou inconscience...

Le 3 juin 1947, Lord Mountbatten annonce la décision finale du gouvernement britannique d'accorder celle-ci sur la base de la partition. La date du 15 août 1947 est fixée.

En deux mois et demi, il va donc falloir définir les modalités de la partition, résoudre les problèmes de répartition des territoires et des populations, et mettre en place les structures gouvernementales et administratives des deux nouveaux dominions ! Cette précipitation insensée favorisera les chantages et rendra les négociations particulièrement difficiles. Elle fera aussi que la partition sera largement improvisée. Les conséquences en seront dramatiques.

¹⁵ Voir première partie.

Le 14 juin, au nom du Congrès, Nehru accepte officiellement cette division du pays sur une base religieuse sans qu'aucun représentant de la communauté hindoue n'ait été consulté. En effet, aussi invraisemblable que cela puisse paraître, les partis politiques hindous dont le Hindu Mahasabaha, présidé par Shyama Prasad Mukherjee – futur ministre du premier gouvernement Nehru –, n'auront jamais été invités à la table des négociations.

La partition de l'Inde aura donc été négociée par le parti laïc du Congrès, d'obédience socialiste, avec les fondamentalistes musulmans de la Ligue musulmane sous la supervision des autorités britanniques soucieuses de préserver leurs intérêts dans la région¹⁶.

La logique absurde de la partition du territoire indien qui est retenue et définie dans « l'*Independence Bill* » est la suivante : en ce qui concerne les provinces directement administrées par les Britanniques, l'appartenance majoritaire de la population à la confession religieuse musulmane ou hindoue déterminera son rattachement à l'un ou l'autre des deux États, l'Inde ou le Pakistan. Quant aux quelque 600 États princiers sous suzeraineté britannique, comme le Cachemire du Maharaja Hari Singh, il est décidé que chaque dirigeant, et lui seul, aura la liberté de choisir, soit le rattachement de son état à l'Inde ou au Pakistan, soit l'indépendance.

Le tracé des frontières entre l'Union indienne et le Pakistan est confié à une commission qui siège à la Haute Cour de Lahore du 21 au 31 juillet – 11 jours seulement ! Sir Cyril Radcliffe, juriste londonien ignorant tout de l'Inde, qui dirige cette commission, conscient de la difficulté extrême de sa mission, aurait déclaré : « Ce n'est pas d'un scalpel de chirurgien dont je vais avoir besoin pour disséquer le Punjab et le Bengale, mais de la hache d'un boucher ! » Le tracé final de la frontière est arrêté le 17 août, au lendemain de la proclamation des indépendances. Celle-ci coupe le Punjab en deux, passant entre Amristar inclus dans l'Inde, et Lahore rattachée au Pakistan.

Le Pakistan se trouve ainsi composé de la partie occidentale du Punjab, du Sindh, du Baloutchistan, des provinces du Nord-Ouest limitrophes de l'Afghanistan qui forment le Pakistan Occidental, et du Bengale de l'Est (le « Pakistan Oriental »), séparés par plus de

¹⁶ Début juillet, le Comité directeur du Hindu Mahasabaha, passe une résolution déclarant : « L'Inde est une et indivisible et il n'y aura pas de paix possible tant que les territoires séparés ne seront rendus à l'Union indienne et qu'ils en feront partie intégrante. » Et le Mahasabaha appela à une journée nationale « anti Pakistan ». Mais le sort de l'Empire des Indes était scellé. Les Britanniques avaient décidé de faire du Congrès le seul représentant crédible du peuple indien.

2 000 kilomètres de territoire indien. Cette absurdité aboutira en 1971 à la sécession du Pakistan Oriental, l'actuel Bangladesh.

Le 15 août 1947, l'Inde et le Pakistan sont déclarés indépendants dans le cadre du Commonwealth.

L'Empire des Indes n'est plus.

La théorie des deux nations énoncée par le Aligarth Movement de Syed Ahmed au XIX^e siècle, reprise par Mohammad Iqbal puis Jinnah a prévalu sur la tolérance, la raison et l'attachement à la nation indienne.

Le seul pays hindou de la planète voit le berceau de sa civilisation, le pays des sept rivières, la vallée de l'Indus et de ses affluents, revenir à l'État islamique du Pakistan.

Ainsi, avec la partition, les Britanniques, afin de privilégier leurs propres intérêts dans la région, mettent sur le même plan l'Inde laïque, multi-religieuse et démocratique où les droits des citoyens sont régis par des lois modernes, et le Pakistan, état islamique, anti-hindou et anti-indien, ne reconnaissant quasiment aucun droit aux non-musulmans.

Et alors que près de la moitié des musulmans restent en Inde – environ 45 millions – où ils conservent tous leurs biens et bénéficient des mêmes droits que les hindous, les hindous et les sikhs au Pakistan se retrouvent privés de droits civiques et de protection, sont massacrés et spoliés de leurs biens. Les survivants quittent en masse le Pakistan pour l'Inde dans un exode effrayant. La plupart des districts du Punjab peuplés de sikhs ayant été intégrés au Pakistan Occidental par le tracé des frontières, en quelques semaines environ 2,5 millions de sikhs émigrent vers le Punjab indien dans des conditions épouvantables¹⁷. Le retour de ces populations et leurs témoignages provoquent une terrible vague de représailles en Inde sur les minorités musulmanes.

La violence éclate alors partout, dans les villes comme dans les campagnes ; viols, assassinats, banditisme, massacres en séries.

On estime à environ 14 millions le nombre de personnes déplacées et à près d'un million de personnes massacrées, principalement des hindous et des sikhs. Avant la

¹⁷ La province du Punjab, longtemps dirigée par les sikhs, fut, comme nous l'avons vu, divisée en deux d'un trait de plume. Des millions de sikhs se retrouvèrent donc du jour au lendemain sur la partie de territoire rattachée au Pakistan. « Les musulmans », écrit l'historien indien R. C. Majumdar dans son *History of the Freedom Movement in India*, « avides de s'emparer des riches exploitations agricoles des sikhs, s'empressèrent de les expulser et massacrèrent ceux qui leur résistaient. » Et selon R. C. Majumdar, ils furent encouragés dans leur entreprise par le gouverneur britannique du Punjab occidental, rattaché au Pakistan, qui écrivit à Jinnah dans une lettre datée du 5 septembre 1947 : « Je dis à tout le monde que je me fiche de savoir comment les Sikhs passent la frontière; ce qui importe, c'est de se débarrasser d'eux aussi vite que possible. »

partition, on comptait 25% d'hindous dans les états constituant le Pakistan occidental, immédiatement après celle-ci ils n'étaient plus que 15%¹⁸.

La partition n'avait été qu'un expédient politique largement improvisé, mais les violences inter-communautaires abominables la rendirent irrémédiable, enracinant l'hostilité entre les deux nouveaux États.

Dès l'automne 1947, elle devait conduire à l'invasion du Jammu-Cachemire par le Pakistan, et au conflit avec l'Inde qui s'ensuivit. Conflit que les Nations-Unies ne sauront résoudre – leurs résolutions ne seront jamais implémentées, laissant ainsi s'instaurer un foyer de tensions permanent entre les deux pays.

Et « l'imbroglia cachemiri » sera, comme nous le verrons, à l'origine de trois autres guerres entre l'Inde et le Pakistan.

À suivre...

Laurent Baldo

(Laurent Baldo a vécu sept ans en Inde, pays où il retourne régulièrement et où il a de nombreux contacts, et dont il continue d'étudier la culture et la civilisation. Il est membre fondateur de l'association [Jaïa-Bharati](#) dont il est Président.)

© Jaïa Bharati, Décembre 2003

Références :

- *History of the Freedom Movement in India*, R. C. Majumdar, Vol. 1, 2 et 3, Ed. Firma KLM Private Ltd, Calcutta, Inde, 1963.
- *L'Inde et la Renaissance de la Terre*, Sri Aurobindo, Ed. Institut de Recherches Évolutives, Paris, 1998.
- *Histoire de l'Inde*, A. Daniélou, Ed. Fayard, Paris, 1971.
- *L'Inde de L'Islam*, Louis Frédéric, Ed. Arhau, Paris 1989.
- *Un Autre regard sur l'Inde*, F. Gautier, Ed. du Tricorne, Genève, 2000.
- *Vers l'Indépendance, Écrits et discours (1906-1910)* de Sri Aurobindo, traduit du bengali au français par Michèle Lupsa, Éd. Sri Aurobindo Ashram Press, Pondichéry, 2002.
- *Les hommes qui tuèrent Gandhi*, Manohar Malgonkar, Traduit de l'anglais par Patrice Shankar Ghirardi, Éd. du Cerf, Paris, 1998.
- *La Vie de Sri Aurobindo*, Peter Heehs, traduit de l'anglais par Patrice Shankar Ghirardi, Ed. du Rocher, Paris, 2003.
- *Guerres contre l'Europe*, Alexandre Del Valle, Ed. des Syrtes, Paris, 2001.
- *Land of the Passes*, Claude Arpi, journal indien online Rediff.com, juillet 2002.
- *Word of the wisers*, Claude Arpi, journal indien online Rediff.com, 14 mai 2003.
- *Kashmir – The Crown of India*, Prof. L. N. Dhar, Vivekananda Kendra, Kanyakumari, Inde, juin 1984.
Site internet <http://www.kashmir-information.com/>
- *J&K FAQ – Frequently Asked Questions*, compilé par CIFJKINDIA Team. Site internet : <http://www.cifjkindia.org>

¹⁸ Aujourd'hui, il ne reste environ que 1% d'hindous au Pakistan où le fondamentalisme musulman s'est exacerbé depuis la dictature militaire du Général Zia Ul-Haq, alors que près de 140 millions de musulmans vivent en Inde. Constituant la deuxième communauté musulmane du monde, ils apportent ainsi un démenti cinglant à la théorie des deux nations et par là au concept même du Pakistan, État créé pour les musulmans indiens.